



Montreuil, le vendredi 14 mars 2025

Déclaration fédérale

Non à la guerre !

Abrogation de la réforme des retraites, augmentation des salaires !

Dans son allocution télévisée du 5 mars, E Macron veut faire participer la France et l'Europe à la montée militariste pour mieux imposer une régression sociale et l'éradication des dispositions sociales du CNR.

La crise diplomatique récente autour de l'Ukraine a eu le mérite de mettre au jour de la manière la plus crue qui soit la prédation capitaliste à l'œuvre sur le partage des richesses de l'Ukraine entre les deux anciennes – mais toujours très actives – super puissances mondiales. Avec l'élection de Trump, la politique géopolitique et stratégique mondiale s'inscrit dans une ère de tous les dangers, attaquant le droit international en faisant prévaloir la force, le recul des droits sociaux et démocratiques, et une logique de domination et de prédation des peuples décomplexée. Poutine n'est pas en reste, notamment dans ses relations avec la Chine qui, soumise à ses propres enjeux, n'en demeure pas moins un allié de taille pour la Russie actuelle, même si elle se présente de plus en plus comme un médiateur. Il s'est dit prêt à discuter du "plan de paix" proposé par Pékin, qui n'en est pas un : la Chine estime que "la sécurité d'un pays ne doit pas être recherchée aux dépens des autres" et que "la sécurité d'une région ne doit pas être obtenue en renforçant ou en élargissant des blocs militaires". Evidemment, le plan proposé contient plusieurs assertions mais force est de constater que le sort de l'Ukraine y est acté.

De son côté, l'Union Européenne non plus n'est pas en reste sur ce dossier : les classes dirigeantes européennes n'ont eu de cesse depuis trois ans c'est-à-dire depuis l'entrée en guerre de la Russie contre l'Ukraine d'alimenter la crise sans jamais s'inquiéter des capacités stratégiques tant mises en avant aujourd'hui puisqu'elles font défaut et qui se déclinent autour de la sécurité, de l'industrie et de l'énergie, sur lesquelles nos marges de manœuvre se sont effondrées au rythme du dumping social, de l'accaparement par le capital des richesses et du non financement par les Etats des conditions mêmes qui favorisent le "vivre ensemble".

Avec leur courte vue, nos édiles y voient là l'occasion de mettre à saque la Sécurité Sociale, les retraites, une partie des services publics sous couvert, selon la terminologie choisie, d'économie de guerre, d'effort de guerre voire même pour les proches de Macron d'Union Nationale... et montrent une nouvelle fois leur absence totale de perspective ! Le matraquage médiatique qui accompagne ces événements essaie de faire passer l'idée d'un effort supplémentaire à faire, de la part des citoyen.nes au nom d'un patriotisme auquel visiblement le patronat et nos gouvernants restent imperméables : pas de retours sur les exonérations, pas de maintien de l'emploi et des industries sur le territoire etc.

La Fédération des sociétés d'études réaffirme son soutien à tous les peuples et dénonce les violences subies par toutes les populations en guerre pour des motifs qui se limitent le plus souvent à des prédatons capitalistes et géopolitiques pour les grandes fortunes et un petit nombre d'individus et d'intérêts.

Nous réaffirmons que l'escalade guerrière ne peut être une solution d'avenir. Citons Jean Jaurès : «On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre».

La France, doit s'engager dans la voie de la désescalade militaire et choisir une autre voie : celle de la diplomatie garantissant la sécurité des peuples et le respect du droit international. Elle doit prendre l'initiative pour imposer l'arrêt des combats et l'ouverture de négociations pour une paix durable et solide.

Notre organisation refuse que nous subissions les conséquences de cette politique de va-t'en guerre pour les intérêts capitalistes. Nous exigeons que tous les moyens soient mis en œuvre pour gagner une paix juste et durable dans le respect des peuples et du droit international et invitons l'ensemble des syndicats, de nos camarades, sympathisants à s'inscrire dans toutes les initiatives à venir. Seule la réponse aux besoins sociaux, l'amélioration des droits des populations apporteront une paix juste et durable.

Fédération des Sociétés d'Etudes